

Crise économique, crise institutionnelle et perspectives pour le mouvement social belge

Daniel Zamora

Chercheur à l'Université Libre de Bruxelles, membre du Parti des Travailleurs de Belgique;

Aujourd'hui, la grande majorité des médias et des analyses sur la situation belge parlent d'une «crise institutionnelle» ou d'une «crise communautaire». Si cette dénomination pour la situation belge n'est pas fautive, elle est cependant largement incomplète. En effet, bien qu'en apparence bloquée dans une crise de «réforme institutionnelle», la Belgique est loin d'être un îlot isolé des plans d'austérité et de la crise économique qui touchent l'Europe. Elle ne fait pas exception.

Une crise qui peut en cacher une autre...

Derrière les discussions institutionnelles autour de l'avenir de la Belgique se joue l'avenir de la sécurité sociale belge et, plus largement, de tous les éléments qui constituent son système social. À l'heure où le «négociateur royal» (après les informateurs, pré-formateurs, conciliateurs, démineurs...) cherche un nouveau compromis, ce n'est plus seulement de la régionalisation des allocations familiales dont on parle mais d'un «gros poisson» comme l'ensemble de la politique de l'emploi ou des soins de santé. Ces régionalisations constitueraient un pas décisif vers le démantèlement du système social belge de répartition des richesses. N'oublions pas que Bart De Wever (*leader* du premier parti nationaliste flamand- N-VA), lors des négociations, n'a pas hésité à déclarer: «le VOKA [fédération du patronat flamand] est mon patron». Le VOKA partage ainsi avec la N-VA des points de programme importants comme la limitation de la durée des allocations de chômage, la suppression

totale des prépensions, la généralisation du travail intérimaire, le blocage total des salaires et de leur indexation. De ce point de vue, il semble évident qu'il ne se dessine pas seulement une vision institutionnelle de la Belgique, mais également une vision quant aux solutions à apporter à la crise économique. Le nationalisme—bien réel—cache ici un agenda socio-économique ultralibéral. La question institutionnelle comporte donc en germe les conflits sociaux à venir, les conflits qui vont opposer le monde du travail aux plans d'austérité qui se dessinent au sein même de la vision confédéraliste qui s'impose de plus en plus. Sur ce plan, il ne s'agit pas d'une opposition entre néerlandophones et francophones comme on la présente trop souvent, mais plutôt entre capital et travail, entre les travailleurs en grève le 4 mars dernier et le monde patronal dont les profits fleurissent à nouveau.

Un problème « flamand » ?

S'il est incontestable qu'aujourd'hui les courants nationalistes dominent le champ politique néerlandophone, il est moins évident d'en faire un problème proprement « flamand ». Cette vision crée une image caricaturale d'une Flandre indépendantiste, d'extrême droite et égoïste contre un monde francophone « progressiste » et voulant sauver la sécurité sociale. Cette image—contribuant à rendre difficile une lecture sociale du problème—repose essentiellement sur deux mythes.

«Les Flamands sont majoritairement de droite et nationalistes»

Depuis les dernières élections il s'est développé l'idée très naïve et réductrice selon laquelle les électeurs flamands ont voté prioritairement en fonction d'enjeux communautaires. Ayant ainsi exprimé clairement un vote nationaliste pour des partis de droite. Cependant plusieurs études et sondages ont largement tempéré cette idée, démontrant que les grandes priorités des deux côtés de la barrière linguistique étaient sociales et économiques (pensions, emplois, salaires...). Le politologue Dave Sinardet de l'université d'Anvers a répété de nombreuses fois que «toutes les études sur le comportement électoral des Flamands montrent que le communautaire est au bas de leurs priorités. Et que les séparatistes ne représentent que 10% de la population flamande.» «Beaucoup d'électeurs de la N-VA ne sont pas séparatistes, ou ne savent même pas que la N-VA est séparatiste.» Ainsi, ni en Wallonie, ni en Flandre, la majorité de la population ne veut du scénario séparatiste. Elle veut un gouvernement qui prenne en main les questions de l'emploi, de la santé, de l'environnement et du pouvoir d'achat. Et c'est exactement ce qui se passe de plus en plus *via* un grand nombre d'initiatives communes et de sauvegarde de la solidarité.

«Les francophones sont contre le nationalisme et tentent de sauvegarder la solidarité»

Le versant du premier point nous mène souvent à l'idée que seuls les francophones tentent de «résister» et de défendre les intérêts sociaux. Cependant, le monde politique francophone est encore trop souvent dans un discours qui contribue à reproduire les stéréotypes sur les Flamands. Aussi, si les partis francophones autour de la table se sont opposés à la scission de la sécurité sociale et des impôts au cours des négociations, ils l'ont souvent fait dans une logique de défense économique de Bruxelles et de la Wallonie, et non dans celle de l'intérêt commun du monde du travail du Nord comme du Sud du pays. C'est la logique du «front des francophones», de la «défense des francophones». Mais n'est-ce pas renforcer les logiques communautaires qu'ils semblent dénoncer? Cette logique s'est malheureusement faite au détriment d'un réel soutien aux courants d'opinion en Flandre qui défendent également une sécurité sociale nationale et ce, au nom de tous les citoyens. Ainsi, comme le déclarait très justement Jan Goossens ¹, *«Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de N-VA en Communauté française que la logique communautariste n'y gagne pas du terrain. J'ai l'impression que le monde culturel francophone se concentre sur la N-VA et ne semble pas s'inquiéter des possibles dérives de son côté. Or, cette pensée communautariste se manifeste partout. En Belgique mais aussi dans toute l'Europe.»*

Quant aux solutions à la crise, loin de s'opposer aux politiciens flamands, il semble que l'ensemble de la classe politique soit d'accord sur un point: il faut l'austérité. Elio Di Rupo n'a-t-il pas déclaré: *«On doit dire la vérité aux gens: il faut de la rigueur»* ²? La réalité est qu'en ce qui concerne la réponse à donner à la crise, les mesures d'austérité, il n'y a pas de conflit communautaire.

Une réaction «belgicaine» ?

Le traitement médiatique et politique de la grande manifestation «SHAME» du 23 janvier ayant réuni entre 30 000 et 45 000 personnes est révélateur d'un certain déni du versant social et progressiste du mouvement qui se crée. En effet, bien qu'officiellement «apolitique», la manifestation SHAME était diverse et composée également de mouvements, partis, syndicats s'opposant au démantèlement de la sécurité sociale. Malheureusement ce genre d'activités est trop souvent présenté comme de simples réactions nationalistes, unitaires sans fond politique, pour la défense de la «nation». Or autant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, plusieurs appels et actions du monde artistique, scientifique et syndical se sont organisés et font entendre une autre «voix». Une «voix» manifestant leur opposition au nationalisme et leur volonté de défendre les grands acquis sociaux du mouvement ouvrier belge. La Belgique,

c'est également la mise sur pied de la sécurité sociale, «la plus belle cathédrale du pays», comme disent les syndicalistes. Une cathédrale qui fut bâtie par des Flamands, des Wallons, des Bruxellois et des immigrants venus de nombreux horizons : le mouvement social belge³. Le 21 janvier, toutes ces voix se sont manifestées lors d'une grande soirée au KVS (Koninklijke Vlaamse Schouwburg) à Bruxelles par le biais de la plate-forme «Niet in onze naam» («Pas en notre nom»). Les jeunes sont également en première ligne *via* la «révolution des frites» ayant réuni plus de 7000 jeunes dans tout le pays et défendant ouvertement une sécurité sociale fédérale.

Perspectives syndicales

Dans ce cadre les mobilisations en cours autour de l'Accord interprofessionnel⁴ (AIP) sont d'une très grande importance—tant symbolique que politique. En effet, le nouvel accord tel que proposé par le patronat prévoit le blocage total des salaires pour 2011 et une augmentation maximale de 0,03 % pour 2012. Outre cela, il prévoit une dégradation du statut des employés et la participation des caisses de l'État au paiement des indemnités de licenciement ! Cet accord, rejeté par deux des trois syndicats (FGTB et CGSLB) et fortement critiqué par la CSC, pose la question de la crise communautaire sous un autre angle. Ainsi, sur ce point, il n'est plus tant question de la division «Nord/Sud»—tous les partis soutenant l'application de cet accord—mais plutôt «travailleurs/patronat». Ainsi, sur l'AIP, peu de discussions ; l'ensemble des partis en négociations ont accueilli favorablement le projet d'accord et ce, malgré la grande protestation du monde du travail. Le 4 mars a vu ainsi le monde du travail belge se mobiliser dans une grève bien suivie sur tout le territoire. Ainsi, tant au Nord qu'au Sud du pays, les travailleurs ont fait grève, manifesté et lutté pour la défense de leurs acquis.

Plus généralement, les perspectives de lutte s'organisent déjà contre les attaques annoncées par l'Europe et le tandem Merkel-Sarkozy contre les pensions, l'index et les salaires. A l'occasion des sommets s'est déroulée une action unitaire préparée par la FGTB et la CSC avec la Confédération européenne des syndicats. Pour le monde du travail, le pacte de compétitivité, c'est non !

Ces actions doivent nous permettre de saisir l'importance du lien entre la réforme de l'État belge et les plans d'austérité au niveau européen. Du lien entre ces deux questions dépend le développement d'une lutte sociale d'ampleur et permettant de mobiliser l'ensemble des travailleurs belges contre les attaques du patronat. Car ce n'est que dans l'unité que les victoires du mouvement ouvrier belge ont pu être acquises.

Reconstruire le mouvement social

L'Union européenne d'aujourd'hui se construit sur un modèle néolibéral et mène à de très dures politiques d'austérité. En France, en Grèce, au Portugal,

en Espagne, en Grande-Bretagne, jeunes et travailleurs ont exprimé—avec une intensité inégalée depuis longtemps—dans un cadre national leur rejet de ces politiques. L'ensemble des acquis sociaux qu'ils tentent de préserver l'a été dans ce cadre. Ainsi, leur défense passe par une solidarité au niveau européen qui est l'inverse de tout repli sur des «entités culturelles» ou «régionales» plus réduites. Mouvements cachant habituellement—derrière un régionalisme—des programmes sociaux rétrogrades. Dans ce sens, il y a potentiellement en Belgique (en raison de sa diversité de langues et de cultures) tous les atouts pour être un exemple d'unité et de solidarité, un exemple pour les luttes à venir au niveau européen. Ainsi, l'un des textes lancés par de nombreux intellectuels belges se termine par cet appel : «L'heure est venue de reconstruire ce mouvement social et de jeter à nouveau un maximum de ponts entre Wallons, Bruxellois et Flamands qui s'opposent au nationalisme borné. Nous ne voulons pas rester silencieux face à la fuite en avant vers le séparatisme. Nous pensons qu'il est temps de développer d'autres perspectives. Des perspectives capables de dépasser le clivage communautaire. Et de travailler à ce dont la NV-A a le plus peur : un mouvement large contre le nationalisme et pour la solidarité.»⁵

Notes

- 1) Directeur du KVS (théâtre national flamand) ayant participé à une grande soirée contre le nationalisme et pour la sauvegarde de la solidarité le 21 janvier.
- 2) *Le Soir*, vendredi 11 mars 2011, p. 4-5.
- 3) «Appel : La solidarité grandit une culture», *Le Soir*, 19 octobre.
- 4) L'accord interprofessionnel est discuté tous les deux ans entre patrons et syndicats et fixe l'évolution des salaires, mais aussi la durée de travail, le paiement des pécules, le salaire minimum garanti... L'AIP permet donc de garantir un socle commun minimum d'avantages sociaux et de solidarité à tous les travailleurs du secteur privé.
- 5) Appel des éditions ADEN : <http://www.aden.be/index.php?aden=l-appel-des-editions-aden>